

Sos Disparu(e)s- Sos Disparu(e)s- Sos Disparu(e)s- Sos Disparu(e)s- Sos Disparu(e)s- Sos Disparu(e)s- Sos Disparu(e)s

Collectif
des
familles
de
disparu(e)s
en
Algérie

المفقودون
DISPARUS
المفقودون
DISPARUS
المفقودون
DISPARUS
المفقودون
DISPARUS
المفقودون
DISPARUS
المفقودون
DISPARUS



ASSOCIATION DJAZAIROUNA DES
FAMILLES VICTIMES DU TERRORISME

SOM OUD

Justice

Paix

TOUS CONTRE L'IMPUNITÉ EN ALGERIE MARCHÉ POUR LES DISPARUS

Dans le contexte des révolutions du monde arabe, la Coalition réaffirme que la lutte contre l'impunité est partie intégrante de celle pour le changement et la démocratie.

Samedi 8 octobre 2011 à 15h00

Marche pour les disparus de Belleville à République, Paris

A l'appel de la Coalition d'associations de victimes des années 1990

Le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), Sos Disparus, Djazairouna, Somoud

A 15h, M° Belleville - Départ de la marche

A partir de 17h, Place de la République - Rassemblement, prise de parole et musique



Illustration Sergio Aquino

Contacts : 01 43 44 87 82 / cfda@disparus-algerie.org

TOUS CONTRE L'IMPUNITÉ EN ALGERIE

MARCHE POUR LES DISPARUS

A l'appel de la Coalition d'associations de victimes des années 1990

La Coalition d'associations de victimes des années 1990[#] - Le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), Sos Disparus, Djazairouna, Somoud - appelle à une manifestation pour la Vérité et la Justice, le samedi 8 octobre à Paris. Dans le contexte des révolutions du monde arabe, la Coalition réaffirme que la lutte contre l'impunité est partie intégrante de celle pour le changement et la démocratie.

Dans les années 1990, notre pays a connu une guerre sanglante, menée par les groupes armés islamistes contre la société, qui a causé des centaines de milliers de victimes. Les citoyens non armés et sans protection de la part de l'Etat ont été la cible principale d'assassinats, tortures, disparitions, viols collectifs et massacres.

Dans sa lutte contre le terrorisme, l'Etat a mené une répression massive et aveugle contre la population, avec son lot d'arrestations arbitraires, exécutions extrajudiciaires, tortures et disparitions forcées. 8000 personnes ont « disparu » après avoir été arrêtées par les forces armées de l'Etat. Aucune enquête n'a jamais été menée pour retrouver ces disparus, ni les personnes enlevées par les groupes armés islamistes.

Depuis le milieu des années 1990, les victimes de violations des droits de l'Homme et leurs familles s'insurgent et revendiquent Vérité et Justice pour pouvoir se reconstruire. Inévitablement, elles assortissent leur lutte au combat pour l'émergence d'un Etat de droit, démocratique et respectueux des droits de l'Homme, ayant la volonté de faire la lumière sur les crimes qui pèsent encore lourdement sur la société algérienne et hypothèquent toute véritable réconciliation.

Depuis la fin des années 1990, différentes amnisties, promues par le président Bouteflika avec la bénédiction du Haut commandement militaire, ont été adoptées : d'abord la Concorde civile en faveur des membres des groupes armés islamistes ; ensuite, la Charte dite « pour la paix et la réconciliation nationale » qui, tout en rééditant l'amnistie de ces groupes, assure, depuis son entrée en vigueur en 2006, l'immunité juridictionnelle des agents de l'Etat et menace d'une peine d'emprisonnement ceux qui critiquent cette « solution ».

Avec cette Charte, qui prône l'oubli et consacre l'impunité tant des groupes armés islamistes que des agents de l'Etat, le régime espère solder le passif humain du conflit des années 1990 par des indemnités financières et ignore la revendication de Vérité et de Justice des familles de disparus et de victimes du terrorisme.

En faisant table rase du conflit des années 1990, le régime interdit l'établissement des responsabilités individuelles dans les violations des droits de l'Homme et tout débat public sur la responsabilité politique des uns et des autres dans le déclenchement du conflit et son déroulement. Il espère ainsi se perpétuer en toute quiétude, fort du ralliement de nombre de ses anciens ennemis armés, pendant que la société algérienne tente d'écrire son histoire dans le noir et se débat pour établir la Vérité.

Aujourd'hui, des associations de victimes de terrorisme (Djazairouna, Somoud) et des associations de familles de disparus (Sos Disparus, CFDA), prenant conscience que leur cible commune n'est autre que l'impunité, sont parvenues à transcender les clivages des années 1990, caricaturaux et révolus, pour faire front commun contre le système imposé par la dictature pour annihiler tout espoir de changement.

La Coalition qu'elles ont créée appelle à se mobiliser pour faire tomber les lois scélérates sous la pression de la société, comme ce fut le cas en Argentine, où les familles de disparus et les victimes de la dictature ont été soutenues par la société civile et les forces vives du pays qui, faisant abstraction de tout autre clivage, ont refusé l'injustice ; grâce à cette mobilisation, les lois d'amnisties dans ce pays, dites « Point final », ont fini par être abrogées.

Les révolutions tunisiennes et égyptiennes montrent qu'une dictature ne résiste pas à la volonté d'un peuple uni et conscient de ses droits. Les procès des dictateurs de ces pays et de leurs soutiens témoignent de l'aspiration à la Vérité et à la Justice. Le refus de l'impunité exprimé implacablement par la société, est le pas inévitable de toute marche vers la démocratie.

LE CHANGEMENT ET LA DEMOCRATIE PASSERONT PAR LA VERITE ET LA JUSTICE

Pour signer la Déclaration en signe de soutien :

Envoyez votre nom, prénom, qualité de signataire à cfda@disparus-algerie.org

[#] La Coalition d'associations de victimes a été créée le 24 février 2006 par les associations de victimes du terrorisme islamiste, **Somoud** et **Djazairouna**, et les associations de victimes de disparitions forcées du fait d'agents de l'Etat, **Sos Disparus** et le **Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA)**.